

10 juillet 1986 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du voyage officiel en URSS, notamment sur le désarmement, les relations Est-Ouest et les relations franco-soviétiques, Moscou, le 10 juillet 1986.

Mesdames et messieurs,

- Bonjour,

- Cette réunion de presse était prévue déjà depuis longtemps, inscrite dans le programme de ma visite en Union soviétique. Il n'y a donc pas de préambule à faire, chacun sait de quoi il s'agit. Si je vous rappelle ce qui s'est passé pendant ces trois jours, je ne ferai que redire ce que vous savez déjà. Je me contenterai de souligner que ces trois jours ont été fort occupés - pas entièrement, mais essentiellement - par des conversations avec M. le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, M. Gorbatchev, mais aussi avec M. Gromyko, ou avec M. Ryjkov, tandis que les ministres français rencontraient, de surcroît, leurs homologues. Beaucoup de temps a donc été consacré aux conversations et cela me permet de répondre dès maintenant aux questions que vous souhaiterez me poser.

- QUESTION.- (Pierre Salinger - ABC News) - Dans moins d'une semaine, maintenant, vous avez rencontré les deux chefs d'Etat des plus grandes puissances, j'aimerais connaître votre évaluation après vos conversations avec le Président Reagan et avec M. Gorbatchev, sur les possibilités d'un sommet, cette année, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et aussi que voyez-vous comme obstacle à un tel sommet ?

- LE PRESIDENT.- Il est tout à fait simple de vous répondre. Ce sommet est, à l'évidence, désiré de part et d'autre, voilà la réalité psychologique et politique. Il est de part et d'autre mis en question et en particulier - puisque ce sont des conversations que j'ai pu mener plus à fond au cours de ces dernières heures - par M. Gorbatchev : un sommet ? oui, mais il faut qu'il ait un contenu. C'est là qu'est l'obstacle. Il n'est pas en mesure de dire aujourd'hui s'il aura lieu, quand il aura lieu. Mon sentiment est qu'il aura lieu, mais c'est qu'alors les diplomaties auront encore beaucoup travaillé.\

QUESTION.- (Journaliste soviétique) - Au sujet du Proche-Orient, êtes-vous toujours pour des négociations directes ou êtes-vous rallié à la solution d'une conférence internationale ?

- LE PRESIDENT.- La question est naturellement très bien posée ! Bien que vous connaissiez l'essentiel de la réponse puisque vous me parlez de négociations directes. Est-ce que je continue de souhaiter des négociations directes ? Je me suis déjà exprimé plusieurs fois à ce sujet, notamment lorsque j'ai reçu les visites de M. Shimon Peres, du Roi Hussein, lorsque je me suis rendu en Syrie, etc... Ce que je souhaite c'est que cela marche, c'est-à-dire qu'on arrive peu à peu à un processus de paix. Ce que je dois constater c'est que ce voeu est loin d'être entré dans la réalité. J'ai en effet préféré - et à la limite je préférerais, en parlant au conditionnel - le règlement de cette affaire par relations directes. Mais c'est une autre évidence que cette démarche a échoué pour peu qu'elle ait été vraiment tentée. Il y a déjà quelques mois, les journalistes français savent que j'ai préconisé - préconisé dans ce sens que j'ai aussi fait intervenir des initiatives ou des nuances proprement françaises - la réunion de ce que l'on appelle d'un côté un forum, de l'autre une conférence internationale. Cet accord n'est pas le résultat des

conversations de ces trois jours, c'est une prise de position déjà ancienne, certainement d'une ou deux années. Donc la France souhaite la réunion d'un forum international.

- Mais comment ? Ce n'est pas le rôle de la France d'imposer une formule, elle n'en a pas non plus les moyens. Mais ce serait une bonne idée, avais-je dit, que de mêler à cette négociation, du moins dans une première phase, les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce sont des suggestions. J'ai trouvé en M. Gorbatchev un homme qui, en raison de ses responsabilités, de sa personnalité, ayant beaucoup réfléchi à ce sujet, dans des termes qui m'ont paru plus clairs que jamais, peut-être même nouveaux sous certains aspects, un homme qui souhaite cette réunion - cela, je le savais, cela m'a déjà été dit - mais il la souhaite par la procédure - cette fois-ci tout à fait précise - d'un comité préparatoire qui réunirait les membres permanents du Conseil de sécurité. Pour être plus sûrs d'aboutir, pour mieux préparer ce travail. Il ne faut pas confondre : il est bien évident que la conférence ou le forum futur rassemblerait d'autres participants, en particulier les pays intéressés, les pays ou organisations. Mais là-dessus M. Gorbatchev m'a exposé une démarche qui m'est apparue comme très claire, très nette et d'une certaine façon comme ouverte. Voilà ma réponse à cette question.\

QUESTION.- (Paul-Marie de La Gorce - Radio France) - Monsieur le Président, est-ce qu'en matière de désarmement vous avez trouvé avec M. Gorbatchev, des positions communes. Est-ce que vous pensez qu'à partir de là il sera possible de franchir une première étape dans ce domaine du désarmement, en particulier à la Conférence de Stockholm ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, monsieur de La Gorce, vous êtes trop habitué à ces conférences ou à ces réunions ou aux rencontres internationales pour ignorer qu'il ne faut pas confondre "visites d'Etat", conversations, explorations des intentions des uns et des autres, et "négociations". Je ne suis pas venu ici ouvrir une négociation. Les éléments que je rapporterai de mes rencontres, à mes yeux fort intéressantes et très riches d'informations et de réflexions que j'ai eues avec M. Gorbatchev, ensuite réfléchis, débattus avec les autorités responsables, pourraient permettre notamment sur le désarmement de bien cibler d'éventuelles propositions de la France. La France n'a pas été chiche de propositions dans le passé, donc ne confondons pas les deux démarches. Je ne suis pas venu lancer une négociation. Je ne peux vous donner que des impressions, des directions, des orientations. La France est très intéressée, dès lors qu'on parle désarmement. Comment n'en serait-on pas, sans réserve, partisan. La difficulté commence quand il s'agit de savoir de quelle façon et par quoi commencer. Il y a surtout des rafales de propositions de part et d'autre et en particulier du côté soviétique. Il faut reconnaître que M. Gorbatchev a énoncé au cours de ces derniers temps des propositions assez sensationnelles. On peut les apprécier comme on voudra, mais elles existent ces propositions, qu'il s'agisse du nucléaire, du nucléaire stratégique, du nucléaire intermédiaire, du conventionnel et le cas échéant du chimique. Même dans d'autres domaines encore. On bute à l'évidence sur un certain nombre d'oppositions qui ne sont pas réduites, je pense en particulier au projet d'initiative de défense stratégique.

- Oui dit-on du côté américain, nous n'avons pas l'intention de revenir sur cette stratégie. Non, dit-on du côté soviétique, tant que vous maintiendrez cette volonté nous ne pourrions pas avancer. Tout à fait possible, je ne dis pas cela comme l'expression d'une confiance que j'aurais reçue, je dis ma pensée. Il est évident que l'on doit pouvoir trouver entre la notion stricte de recherche d'étude et celle de déploiement une infinité de degrés que les diplomates, beaucoup mieux que moi, sauraient découvrir. Je ne considère donc pas comme réhibitoire ce oui et ce non. Mais c'est en tout cas l'obstacle majeur et cet obstacle n'est pas surmonté.

- Si l'on considère qu'il n'est pas surmonté, que c'est un obstacle majeur, il nécessitera encore bien des conversations. Je pense que la proposition sur le -plan stratégique, les 50 % de vecteurs, les 30 % de têtes nucléaires, très bien dès lors qu'il y a la clause préalable ou résolutoire. Mais sur l'IDS, l'initiative de défense stratégique, on ne peut pas dire que l'on soit au bout de nos peines.\

` Suite sur le désarmement `

- La proposition sur les forces conventionnelles ` sommet du pacte de Varsovie à Budapest les 10

et 11 juin 1986` est apparue comme très intéressante et, selon le terme consacré, très positive à la France. Nous tiendrons tout de suite à ajouter "chimiques", mais il faut reconnaître aussi que M. Gorbatchev a dit "chimiques".

- La France ne s'engagera pas dans une négociation séparée. Il peut y avoir des conversations et des accords avec l'Union soviétique, c'est bien normal, nous sommes tous les deux sur le même continent, nous avons des forces nucléaires, même si c'est à des titres et à des degrés différents, et nous avons des choses à nous dire l'un et l'autre, sans forcément passer par des intermédiaires, mais enfin nous ne nous engagerons pas dans une négociation séparée sur ces choses, nous appartenons à une alliance militaire `Alliance atlantique` et si nous avons pleine autonomie de décision, nous n'avons pas du tout l'intention de nous lancer dans une opération séparée. Cela entraîne l'ensemble du mouvement parce que la réalité du danger est quand même dans l'équilibre ou plutôt le déséquilibre des forces détenues par les deux plus grandes puissances.

- Je dis tout de suite que cela nous intéresse. D'une part vous connaissez la position de la France, à savoir que notre stratégie de dissuasion est fondée sur la détention de l'arme nucléaire. Cela ne nous interdit pas d'avoir des idées ou des projets sur les autres types d'armement, notamment le conventionnel et le chimique. Il nous serait apparu comme tout à fait vain de vouloir parler de limiter considérablement les forces nucléaires si un déséquilibre conventionnel devrait peser sur nous en Europe. Maintenant cette voie est ouverte, c'est donc un progrès. La façon de traiter ce sujet nécessite une infinité de précisions par des techniciens, des militaires, des diplomates. Je n'irai donc pas plus loin. Mais je considère, en effet, qu'avec la démarche vers le désarmement, dès lors que le problème de l'initiative de défense stratégique serait précisé par les deux principaux partenaires, les voies se sont un peu dégagées. N'allons pas plus loin, c'est déjà un mieux. D'autres que moi ont dit que c'est constructif.\

QUESTION.- (M. Georges Bortoli - A2) - Monsieur le Président, vous avez dit de M. Gorbatchev qu'il vous apparaissait comme un homme tout à fait ouvert aux réalités du présent, comme aux tâches de l'avenir. Alors, au cours de vos longues conversations avec lui, avez-vous l'impression qu'avec M. Gorbatchev les relations est-ouest qui sont si difficiles - notamment pour nous autres Européens et nous autres Français - peuvent prendre un tournant plus positif, plus actif, plus concret.

- LE PRESIDENT.- Là, vous me lancez dans les méandres psychologiques. Et, je les aborderai avec les plus grandes précautions. Ce que je peux vous dire, c'est que plus que jamais, plus aujourd'hui encore qu'il y a trois jours, M. Gorbatchev m'apparaît comme un homme de son temps, un homme moderne. Il prend les problèmes comme ils sont. En 1986, qu'il soit guidé par une certaine conception de la société, du monde et des équilibres dans le monde, c'est évident. Mais, cela n'oblique pas sa vue du monde tel qu'il est en 1986, ou tel qu'il peut être, et que l'on peut prévoir qu'il sera dans les années prochaines. Ce qui veut dire que, l'accent mis sur ce qu'on appelait naguère, et qu'on appellera peut-être de nouveau la détente, qu'on appelle davantage aujourd'hui l'ouverture, est tout-à-fait constant, et me paraît réel.

- Alors, je ne peux pas voyager dans le monde des arrière-pensées, je n'ai pas de raison non plus d'en prêter aux autres, bien qu'après tout personne n'en soit indemne. Mais, je crois véritablement que l'Union soviétique sent bien le besoin de ramasser ses forces pour dominer la crise économique, crise que chacun connaît à sa façon. Que la course et la surenchère au surarmement sont dommageables pour le monde entier, et particulièrement pour les pays qui supportent le poids principal. On ne peut pas dire à partir de là que M. Gorbatchev soit prêt à aboutir à n'importe quel -prix. Ce -prix, c'est à lui de l'estimer, ce n'est pas à moi. Donc, on n'est pas au bout de nos peines.

- Je réponds à votre question : M. Gorbatchev m'apparaît comme un homme de son temps, qui a parfaitement assimilé cette réalité de base, à savoir qu'il valait mieux consacrer les efforts des hommes et les investissements de nos économies à des travaux rentables, utiles, contribuant au niveau de vie de tous, et à l'épanouissement ou au développement, plutôt que le contraire. Son parti pris n'est pas celui de l'armement. Que l'Union soviétique n'en soit pas moins un pays très armé, qu'elle veuille à développer les armements les plus sophistiqués, il est évident que tant que

arme, qu'elle veuille à développer les armements les plus sophistiqués, il est évident que tant que nous serons dans la période telle qu'elle se pose ou telle qu'elle se décrit aujourd'hui, ce pays ne le négligera pas. Et qui le néglige ? Voilà mon sentiment M. Bortoli.\

QUESTION.- (Journaliste arabe) - 1ère question : avez-vous parlé Méditerranée ? 2ème question : quelle est votre position sur la guerre du Golfe ?

- LE PRESIDENT.- Sur la deuxième question, je crains que vous me fassiez redire ce que j'ai dit cent fois. Position sur la guerre du Golfe : je suis contre. Maintenant, si vous me demandez, "comment allez-vous vous y prendre pour la faire cesser ?", je dirai que c'est d'abord l'affaire des deux pays qui s'entretuent, c'est ensuite l'affaire de la société internationale. Notamment, l'affaire de la France. Pas prise en tant que telle. La guerre du Golfe, c'est l'un des deux ou trois événements principaux qui se déroulent à l'heure actuelle sur la surface de la planète, selon moi.

- La Méditerranée n'a pas été du tout au centre de nos conversations avec M. Gorbatchev.

Monsieur le ministre des affaires étrangères ` Jean-Bernard Raimond ` s'est chargé de traiter de l'ensemble des problèmes aigus qui se posent et M. Gorbatchev et moi-même avons naturellement choisi quelques sujets parmi d'autres. Sans quoi, après je ne sais combien d'heures de conversations, et trois jours de présence, il aurait fallu que je m'installe ici, ce qui n'était pas prévu, pour la semaine ou le mois.

- Vous avez cité là un problème d'une très grande importance et c'est vrai que la Méditerranée, à son tour, devient une mer quasiment fermée, bourrée d'explosifs. Il faut absolument y mettre un terme, y abaisser les tensions et éviter que des chocs ou des explosions se produisent, sans même qu'on ne l'ait vraiment voulu. Et, vous savez bien que cette accumulation est toujours génératrice d'incidents qui échappent à la maîtrise des hommes. Donc, vous avez tout à fait raison d'attirer mon attention là-dessus. C'est comme dans toutes les compétitions. Qu'elles soient sportives ou qu'elles soient plus graves, qui commencera ? Chacun dira, moi je reste puisque les autres s'y trouvent. Cela dépend donc d'un arrangement global. Il n'y aura pas d'arrangement particulier pour la Méditerranée s'il n'y a pas de négociation globale sur les conditions de la paix. On n'en est pas là.\

QUESTION.- (Gérard Grzybek - RFI) - Monsieur le Président, ma question porte sur les droits de l'homme. On a tous remarqué, mardi après-midi, lors de la réception que vous avez donnée à l'ambassade de France, que vous avez serré la main d'un des citoyens nés en France et qui est retenu en Union soviétique depuis 30 ans. Est-ce que cette question des citoyens retenus en Union soviétique désirent immigrer a été discutée ? Est-ce que vous êtes optimiste sur une libération prochaine ? dans combien de temps ? quel délai ? Combien de gens sont concernés ?

- Et la deuxième partie de ma question, toujours sur la question des droits de l'homme, lorsque vous avez reçu Mme Elena Bonner à Paris, en mai dernier, à l'Elysée, vous aviez dit que vous vous feriez l'avocat du couple Sakharov. J'aurais voulu savoir, si là encore, vous êtes optimiste ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, les positions de principe : ces principes de la France sont trop connus pour que j'insiste. Ils peuvent se résumer en une seule phrase : la France souhaite très vivement que les personnes, que les groupes qui souhaitent disposer des droits fondamentaux d'aller et de venir, droits que j'ai cités dans mon allocution, lors du toast du premier soir, puissent véritablement disposer de ce droit. Non pas se les voir simplement reconnus, mais en disposer s'ils le souhaitent. Cela recouvre l'ensemble de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, cherchent à s'établir à l'extérieur, comme de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, veulent rester ou sont dans l'obligation de rester à l'intérieur.

- Voilà le principe. Sans que nous entrions dans l'examen détaillé des raisons de chacun, sans que nous ayons à intervenir, plus souvent qu'il ne le conviendrait - mais je le fais quand même - dans ce que les autorités soviétiques pourraient appeler les problèmes de souveraineté. Souveraineté intérieure, qui en effet, ne concerne pas les étrangers. Et je suis un étranger dans ce pays.

- Mais, si le principe est reconnu - le droit d'aller et de venir - c'est vrai que c'est plus difficile d'aller et de venir en traversant les frontières. L'administration intervient davantage, les réglementations aussi, mais les administrations et les réglementations devraient toujours être orientées de telle sorte que, une fois dominées les inévitables relations entre les citoyens et les

individus et leur puissance publique, ceux-ci puissent aller et venir. Voilà, c'est ce principe qui m'autorise, qui autorise les autorités françaises, en particulier M. le ministre des affaires étrangères `Jean-Bernard Raimond` qui s'est beaucoup occupé de ce dossier - c'est d'obtenir que ce principe général soit reconnu et en même temps de plus en plus appliqué.\

`Suite sur les droits de l'homme`

- Alors, si on entre dans les cas particuliers, je peux vous dire que M. le ministre des affaires étrangères `Jean-Bernard Raimond` a attiré l'attention tout à fait précise sur vingt cas franco-soviétiques ou soviétiques. Et que sur ses instructions, et en accord avec moi naturellement, quatre cents noms ont été remis, ou sont remis aujourd'hui-même, aux autorités soviétiques. Le fond de nos conversations sur ce sujet, lorsque ce sujet a été abordé et il l'a été, consistant à souhaiter que les autorités soviétiques se trouvent en mesure de donner satisfaction à la France, ou même, si la France n'était pas saisie de tel ou tel cas, de s'en saisir eux-mêmes, en raison du principe que j'ai énoncé.

- Quant au cas de Mme Elena Bonner et du Professeur Sakharov, j'ai, comme vous avez bien voulu le rappeler, reçu Mme Elena Bonner à Paris, dans mon bureau de l'Elysée. Elle avait été reçue par d'autres personnalités, notamment par le Premier ministre `Jacques Chirac`. Ce seul geste suffit à dire que l'appel que j'ai fait il y a deux ans environ reste pour nous malheureusement actuel. Quelle est la meilleure façon d'intervenir dans un domaine aussi sensible ? Alors là, j'attends vos conseils. Car, il ne s'agit pas non plus de prendre à rebrousse-poil ceux qui ont la charge de prendre ce type de décisions.

- Puis, il y a des problèmes de caractère collectif. C'est vrai que nous recevons des interventions nombreuses et j'imagine souvent justifiées, pour des juifs d'Union soviétique, pour ceux qui désirent partir. Pour aller ici ou là, selon leur choix. Tout cela, c'est une réalité qui n'est ignorée de personne.

- Moi, mon devoir est à la fois d'avoir le respect que je dois au Premier Secrétaire du Parti communiste, au principal responsable de la politique soviétique et à la souveraineté de l'Union soviétique et en même temps de défendre les principes du droit qui me sont chers et j'observe avec intérêt que M. Gorbatchev lui-même a posé dans les principes et d'ailleurs excellemment ce type de problème, dès les premiers mots de son intervention du premier soir. Voilà les données. Sachez en tout cas que cette question est constamment présente à l'esprit des Français et qu'elle est présente, j'allais dire constamment, en tout cas autant qu'il le faut, dans les conversations qui ont lieu.\

QUESTION.- (Journaliste de Radio Tchécoslovaquie)

- LE PRESIDENT.- La France est non seulement présente à Stockholm, si elle ne l'était pas à Budapest `sommet du pacte de Varsovie les 10 et 11 juin 1986`, mais elle est l'une des initiatrices des négociations en question. C'est dire l'intérêt qu'elle y porte. Vous savez aussi que la France, sans négliger bien entendu ses autres partenaires - il y en a 34 autres, et, en particulier, ses amis les plus proches de la Communauté européenne, ou ses alliés tout simplement - vous savez que la France a engagé un dialogue que je n'appellerai pas privilégié, mais en tout cas un dialogue réel et fondamental avec l'Union soviétique. La préparation de ces conférences est suivie avec beaucoup d'attention par les diplomates français qui en ont la charge. Nous sommes très au courant des intentions ou des souhaits soviétiques, de même que les Soviétiques sont très informés des intentions françaises. Je dois vous dire que les propositions de Budapest font partie du paquet des propositions qui nous ont parues très intéressantes. Ce qui ne veut pas dire pour autant que tout ce qui est proposé soit reçu par la France comme devant être adopté. Indiscutablement nous tenons à ce type de conversations, à ce type de négociations et nous tenons à ce que le meilleur accord possible puisse unir l'Union soviétique et la France. A charge, bien entendu, pour les négociateurs dans le feu de leurs conversations de préciser leur point de vue.\

QUESTION.- (Journaliste argentin) - Sur le problème de la dette des pays du tiers monde.

- LE PRESIDENT.- C'est précisément un sujet que nous avons abordé au cours du dîner d'hier soir avec M. Gorbatchev. Mais c'est aussi un sujet que je traite sans relâche depuis des mois et

même des années. La France a fait connaître des positions tout de même assez originales d'autant qu'elle est un pays créancier et fortement créancier. Pour m'en tenir simplement au pays voisin de l'Argentine, c'est-à-dire au Brésil, chacun sait que la dette est d'environ cent milliards de dollars et que la France est créancier pour un dixième. Pour parler de l'Afrique, qui était l'objet d'une conférence internationale récemment, à la demande la France, nul n'ignore que la France est le principal créancier, et pourtant nous multiplions les initiatives, car il est vrai que cet endettement ne peut qu'écraser tout début de développement des pays en question. Dans plusieurs de ces pays, on ne peut même plus payer les intérêts du capital et d'autre part la totalité du revenu du commerce extérieur est absorbée par l'effet de la dette, bien que les gens travaillent de plus en plus, produisent de plus en plus et quelquefois aient d'excellents résultats dans le commerce extérieur. C'est le cas du Brésil. Et cependant ils s'appauvrissent. Cependant on demande encore un effort supplémentaire à leurs travailleurs. Ce n'est pas tenable.

- Donc la France, en mesurant parfaitement la difficulté qui lui est posée à elle-même, souhaite que se dessine un véritable plan mondial de relance des échanges et que des mesures soient prises qui permettraient de répondre aux nécessités de régler les dettes, car si les créanciers peuvent se montrer compréhensifs dans leur propre intérêt - mais surtout dans l'intérêt des pays du tiers monde que nous n'avons pas le droit de condamner à mort, à la famine, à la misère, au désespoir, et mettre en péril les régimes démocratiques là où ils existent et où ils se sont mis en place difficilement dans des crises graves après bien des souffrances - malgré tout, il faut que les dettes soient réglées ou bien alors quand elles ne le sont pas entièrement, que ce soit le résultat d'un accord et non pas le résultat d'une imposition de l'un ou de l'autre, disons en tout cas du débiteur.\

` Suite sur la dette des pays du tiers monde `

- Beaucoup de ces pays ont abordé cette phase avec beaucoup de courage et ont dit : "mais nous sommes responsables et nous ferons ce qu'il faut faire pour cela, mais laissez-nous souffler, respirer, reprendre nos forces, prendre un élan". C'est ce que la France souhaite obtenir. La France est donc le pays industriel, créancier, le plus ouvert pour le dialogue avec ce que l'on appelle très grossièrement le tiers monde, en tous cas les pays en voie de développement, les pays endettés, pas tout à fait toujours les mêmes, mais enfin avec ceux-là.

- Je vous dispenserai de la série de mesures que nous avons proposées et d'autre part la France ne peut pas aboutir pour son seul compte dans un débat d'une telle ampleur, mais nous encouragerons tous les débats qui permettront les développements de plans et surtout de dialogues, de conversations utiles. C'est la France qui a demandé, comme elle l'avait déjà fait au cours des dernières années, aux sommets des pays industriels, d'engager le dialogue, là sur place, c'était Tokyo la dernière fois, avant c'était Bonn, avant c'était Londres, avec les principaux responsables des pays du tiers monde, avec les dirigeants des pays non-alignés et avec les dirigeants de l'ASEAN, avec les dirigeants de l'OUA, avec tous ceux qui représentent l'ensemble de ces pays. Or, ce dialogue, il faut le dire, il n'existe pas. Il faut absolument conduire les dirigeants de tous les pays industriels à comprendre que c'est une nécessité qui passe avant la plupart des autres. C'est aussi important que le débat sur le désarmement.\

QUESTION.- (Journaliste africain) - Au sujet de l'apartheid.

- LE PRESIDENT.- Monsieur, cette question s'impose, mais une conférence de presse comme celle-là ne permet pas d'embrasser tous les problèmes du monde, surtout de les retraiter à fond chaque fois que l'on m'interroge. D'autant plus s'il est un domaine dans lequel la France a véritablement multiplié les prises de positions, c'est bien celui-là. Si vous me posez la question, vous ne doutez pas de la réponse, la France condamne l'apartheid et par voie de conséquence, elle s'associe à ceux qui, pour y mettre un terme, veulent amener le gouvernement de l'Afrique du Sud à considérer qu'il ne peut pas maintenir sa législation d'abord, ensuite ces formes de représailles sans s'exposer davantage à des ruptures économiques et politiques qui seraient finalement dommageables à tous les habitants de l'Afrique du Sud, mais d'abord qui isoleraient complètement ce gouvernement sous la réprobation internationale.

- Il y a des parties en cause, il y a des groupes ethniques, il y a des partis politiques, chacun choisit sa voie, le résultat, sans aucun doute justifié, la répression, que ce soit en Afrique du Sud.

choisit sa voie, la révolte, sans aucun doute justifiée, la négociation, que sais-je encore ... mais rien de ce qui est l'apartheid ne doit subsister. C'est une donnée simple. La meilleure méthode pour le réduire, il incombe aux Africains du Sud de toute origine de définir ces méthodes eux-mêmes, mais il appartient à la société internationale de montrer sa résolution pour ne pas supporter que se perpétue cet état de chose.

- On peut discuter à perte de vue sur les sanctions économiques, lesquelles, on en a discuté au sein de la Communauté européenne très récemment, à la Haye, quelques pays se sont opposés à ce qu'il y eût quelques sanctions économiques que ce fût, considérant non pas parce qu'ils approuvaient l'apartheid mais considérant que c'était inopérant et que les pays voisins, comme un certain nombre d'habitants, souvent les plus pauvres de ces pays, en souffriraient aussi. Ce n'est pas la thèse de la France, mais le débat est permanent et grave. La France condamne l'apartheid et fera ce qu'elle considérera juste pour contribuer à y mettre un terme.\

QUESTION (Mona Es-Said - Journal "As-asir").- En évoquant les problèmes du Proche-Orient avec M. Gorbatchev, il paraît qu'il n'a pas été question du Liban en particulier. Est-ce que le problème libanais sera intégré dans le cadre d'une conférence internationale ?

- LE PRESIDENT.- S'il y a une Conférence sur le Proche et le Moyen-Orient, il me semble que le Liban en fait partie. Et si on l'oubliait, la France le rappellerait.\

QUESTION.- (Ulysse Gosset - Correspondant de Radio France et TF1 à Moscou).- Je voudrais vous poser d'abord une question sur l'Afghanistan. Est-ce qu'à l'issue de vos dernières conversations avec M. Gorbatchev, vous avez eu le sentiment que le Secrétaire général était l'homme d'une solution non militaire en Afghanistan ou non ? Et puis une deuxième question qui concerne le terrorisme, vous avez été je pense informé des événements qui se sont produits à Paris et il semble que vous ayez évoqué cette question du terrorisme avec M. Gorbatchev. Alors, je voulais savoir si il y avait eu ou il y aura un projet d'accord entre la France et l'Union soviétique concernant cette question, comme cela a été indiqué de diverses sources hier à Moscou ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons parlé de l'Afghanistan hier. Particulièrement au cours de la séance plénière, réunissant l'ensemble des délégations. J'avais déjà abordé ce sujet dans nos conversations particulières avec M. Gorbatchev à La Haye.

- Alors, est-ce qu'il est l'homme d'une solution non militaire ? Vous savez, il y a aussi des décisions collectives, la politique ne se définit pas simplement par la décision d'un seul homme. Je n'ai pas à entrer dans les arcanes des décisions soviétiques. Donc, je me dispenserai de toutes appréciations personnelles à l'égard de M. Gorbatchev, sinon pour dire ce que j'ai déjà dit quant à ce que je crois avoir saisi de son caractère ou de ses dispositions. Et en ajoutant que M. Gorbatchev a indiscutablement comme les autorités soviétiques cherché à faire que le travail et que la tâche de la délégation française fussent facilités. On verra de quelle façon les choses se dérouleront par la suite.

- Bon, alors, l'Afghanistan. Que M. Gorbatchev nous soit apparu comme désireux par un canal international, peut-être par celui des Nations unies, de voir aboutir les essais de négociations qui se déroulent ici et là ou bien dans les relations directes entre le Pakistan et l'Afghanistan, sans aucun doute. Quant à savoir à quelle condition, à quelle garantie, pour quelle perspective, je ne serais pas en mesure de vous le dire et, si j'en avais le pressentiment ou la connaissance, je ne le dirais pas aujourd'hui parce que ce sont des choses qui dépendent de tant d'éléments que je risquerais d'égarer la presse internationale.

- La France sait ce qu'elle propose. Mais, elle n'est pas non plus en mesure de dire que c'est ce qui sera adopté par les nations intéressées. Aboutir à la paix, oui. Mais la paix suppose bien entendu le libre choix aussi des Afghans. Et un certain nombre de garanties accordées à tous les intéressés. Cela suppose aussi que ce pays ne soit pas au lendemain d'une paix si difficilement gagnée pour peu qu'elle le soit, ne signifie pas que ce pays devra se retrouver aussitôt précipité dans les compétitions internationales.

- Notre ligne de conduite est celle-là qui suppose naturellement l'évacuation de ce pays. Quant à la manière dont les choses se feront, je n'irai pas plus loin. J'en ai parlé déjà, à diverses reprises à M. Perez de Cuellar qui, comme vous le savez, avait lorsqu'il était secrétaire général adjoint, déjà esquissé un projet.\

` Réponse sur le terrorisme `

- Sur le terrorisme, c'est tout-à-fait exact, nous en avons parlé. M. Gorbatchev est lui-même revenu dans la journée d'hier sur ce sujet. Cela ne veut pas dire qu'il va y avoir un accord particulier entre l'Union soviétique et la France. Mais que, si l'ensemble des pays victimes du terrorisme, menacés, ou ayant conscience de cette démarche insupportable de la violence, de la terreur et de la mort, veut en parler, oui, la France est disponible. Mais, il n'y a pas là non plus l'amorce d'un contrat séparé ou isolé. C'est un problème général.\

QUESTION.- (Carlos de Sa Rego - Journal "Libération").- Monsieur le Président, vous avez insisté, M. Gorbatchev également pendant ces trois jours sur l'idée d'Europe. Quand vous parlez d'Europe avec le Secrétaire général, pensez-vous à une Europe qui va de l'Atlantique à l'Oural, à la simple Europe occidentale, à une Europe qui s'arrêterait à la frontière polono-soviétique ou que sais-je ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, je pense aux trois à la fois. Mais, une fois qu'on a pensé aux trois à la fois, il faut adopter une démarche intellectuelle qui décompose le problème. Je crois que cela n'est pas sans rapport avec l'apport d'un dénommé Descartes.

- D'abord l'Europe pour nous, qu'est-ce que c'est ? C'est notre voisinage à nous Français bien entendu. Après avoir connu deux guerres mondiales, dont nous avons été parmi les acteurs principaux, nous avons à rétablir des relations et à bâtir une amitié avec notre principal adversaire, l'Allemagne. C'est ce qui a été fait. Dans le même moment, dans le même mouvement, s'est dessinée ce qu'on appelait, l'Europe communautaire. A six, puis neuf, puis dix, puis douze. Notre première Europe, le premier cercle, c'est celui-là. Mais, je le répète, à partir de la réconciliation franco-allemande.

- Le troisième cercle, c'est, si vous voulez l'appeler ainsi, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, l'Europe de l'histoire et de la géographie. C'est dire que nous ne voulons pas ou nous ne souhaitons pas que l'Europe de la Communauté soit coupée d'abord des pays les plus proches pour bien des raisons. Pas simplement géographiques. Je pense aux pays scandinaves, je pense aux pays qui n'appartiennent pas à la Communauté. Je pense à l'Autriche, je pense aux pays qui n'en sont pas. Mais aussi aux pays communément désignés comme les pays de l'Europe de l'Est, bien que souvent ils fassent partie de l'Europe centrale, ces pays, pour être encore plus précis, du Pacte de Varsovie. Et nous ne voulons pas, nous ne souhaitons pas qu'une coupure définitive s'installe pour la seule raison, grave certes, que les régimes économiques, sociaux, politiques, les philosophies dont ils s'inspirent, la notion qu'ils ont de la société, si différente on le sait bien, puissent détruire la notion même d'Europe, petit continent mais riche d'histoire et de possibilités.

- Voilà les trois cercles. Les deux premiers sont fermés. Ça marche, sans doute avec bien des difficultés, parfois avec des reculs. Mais, si l'on considère le mouvement de l'histoire depuis 1950, c'est-à-dire depuis 35 ans, on va dans le même sens, le sens d'un progrès. Dans la relation entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, oui il y a quand même du progrès. Sont-ils suffisants ? Pour moi non. Peuvent-ils, ces résultats, être meilleurs ? Peut-être pas à brève échéance, mais telle est la tendance. Nous avons d'abord rétabli, ou établi des relations plus fructueuses et plus constantes avec certains de ces pays. Et puis, nous avons encouragé des relations parfois organiques existant entre la Communauté européenne et certains de ces pays. Et nous sommes tout prêts à en faire davantage parce que l'Europe pour nous, celle de l'histoire et de la géographie c'est une réalité. Et c'est une réalité qui durera plus longtemps que nous.\

QUESTION (Thomas Fuhrmann - Radio autrichienne).- Un problème européen, c'est la catastrophe de Tchernobyl qui touche l'Europe. Vous en avez parlé avec M. Gorbatchev, est-ce que vous avez eu des assurances sur un plus d'informations dans le futur au cas où se répéterait un accident pareil ?

- LE PRESIDENT.- On a parlé de Tchernobyl, et il paraît clair que de part et d'autre devant toutes éventualités et développement de l'énergie nucléaire, et l'énergie nucléaire se développera, des systèmes d'information et de coopération seront mis en place. Cette nécessité me paraît reconnue. Nul ne peut affirmer que l'on est définitivement à l'abri sinon d'accidents de ce type, du moins d'inquiétude. Il faut donc que le système soit le plus cohérent possible. La France

pourrait contribuer à améliorer des systèmes techniques puisque sa propre technique est, je crois, bien affirmée, si on en juge par les résultats obtenus au cours de ces dernières décennies. La France est disponible pour coopérer à l'amélioration de tout système de sécurité.\

QUESTION (Journaliste tchécoslovaque).-

- LE PRESIDENT.- C'est une question qui se pose par priorité aux pays qui disposent du plus d'armement nucléaire. Vous savez que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique disposent d'environ 10000 charges nucléaires. Le problème se pose d'abord à ces deux pays, puisque viennent loin derrière, la France, la Grande-Bretagne et la Chine dont je ne peux pas estimer l'importance de l'armement (j'en ai quand même une idée). Tout cela est très loin du potentiel russe et du potentiel américain. Que ces deux-là, en discutent - c'est ce qu'ils font - et qu'ils réduisent leur armement après avoir réussi à le stabiliser. Ce qui n'est pas le cas.

- A partir d'un certain moment, la France est tout-à-fait disponible pour mettre un terme à son propre armement. Est-ce que ce moment est arrivé ? Non. La différence est telle que la France ne désarmera pas, tant que d'autres pays possèdent de leur côté des types d'armement qui pourraient menacer le cas échéant notre indépendance nationale. C'est donc un mouvement général qui doit commencer par ceux qui détiennent la force principale.

- Notre position sera donc simplement subséquente ou subordonnée. Ce qui ne nous empêche pas d'envisager des formes de désarmement partiel selon tel ou tel type d'armement. J'ai déjà dit que pour le conventionnel ou le chimique, nous sommes tout prêts à engager cette conversation dès lors qu'il y aurait un consentement général pour l'engagement d'une négociation.

- Une discussion déjà très ancienne s'est élevée sur les armements nucléaires dits intermédiaires, à moyenne portée. Il s'agit, en Europe, des fusées, des vecteurs, qui ne peuvent pas dépasser une certaine distance, on dira 4500 kilomètres, c'est-à-dire moins que l'Atlantique : des armes réservées à l'Europe ou bien à l'Asie. C'est une définition d'ailleurs tout-à-fait arbitraire, parce que pour la France quel que soit le type d'armement, stratégique, intermédiaire, tactique pour ceux qui seraient conduits à les recevoir, l'effet serait exactement le même et on ne se perdrait pas dans les définitions du dictionnaire.

- Donc, c'est une distinction à nos yeux tout-à-fait artificielle. Et notre armement nucléaire est pour l'essentiel, à nos yeux, un armement stratégique qui ne peut pas être rangé dans les armements intermédiaires puisque ce sont les armements qui sont essentiellement portés par les sous-marins, lesquels sous-marins circulent sur tous les océans.\

Il faut donc qu'une négociation globale s'engage sur les armements stratégiques et que l'on débâte des mêmes choses, que l'on mette sur la table les mêmes types d'armement. Or, la France ne siège pas à Genève. Je dis Genève comme prototype de la négociation engagée. Il y a d'autres lieux, vous le savez bien. Elle n'y siège pas, elle ne demande pas à y siéger. Si bien que la discussion qui s'est prématurément engagée sur les armes intermédiaires françaises et britanniques nécessite un raisonnement encore plus serré.

- C'est vrai qu'il peut paraître illogique que les deux grands pays décident de geler leur armement nucléaire tandis que d'autres anglais ou français, ou d'autres encore, pourraient continuer à s'armer. Mais, c'est aussi illogique de laisser les plus grands pays persévérer dans l'amélioration, la modernisation de leur armement stratégique, tandis qu'il serait demandé à la France et à la Grande-Bretagne, en tout cas à la France, de geler son armement dit intermédiaire. Alors, un peu de logique, c'est tout ce que je demande. Parlons de la même chose et ne jouons pas à cache-cache. Enfin, dans cette affaire, j'ai fait connaître mon sentiment à diverses reprises. Nous ne sommes absolument pas fermés à la conversation. J'ai fait connaître à l'Assemblée générale des Nations unies dans quelles conditions la France s'engagerait dans la destruction de l'armement nucléaire. Moi, tout ce que je demande au nom de la France, c'est qu'il n'y ait plus d'armement nucléaire. L'armement nucléaire s'accumulant, je sais très bien le danger que cela représente pour l'humanité. Et puis la nécessité, quand on a un armement nucléaire, de procéder à des expérimentations, j'en connais aussi le poids. Mais la France est un pays qui assume une stratégie autonome de dissuasion, elle cherche simplement à disposer d'une force suffisante, elle ne cherche absolument pas le surarmement et le surarmement, elle ne peut renoncer aux garanties

ne cherche absolument pas la surenchère et le surarmement, elle ne peut renoncer aux garanties de son indépendance, que si bien entendu, la menace cesse. Et la menace, elle est virtuellement présente dans l'armement lui-même, si elle ne l'est pas dans les intentions des dirigeants. Alors cette discussion n'est pas actuelle, mais la France reste disponible une fois constatée la réussite des efforts de nos deux principaux partenaires.\

QUESTION.- (Journaliste Tchécoslovaque)

- LE PRESIDENT.- Le côté français, c'est tout simplement le souhait que les traités existants, quel que soit leur état d'avancement dans l'accomplissement diplomatique - je pense au cas particulier de SALT 2 - soit respecté. Puisqu'on parle de désarmer, commençons par éviter de surarmer et puisqu'on souhaite traiter ne commençons pas par détruire ce qui existe. Il est évident que cette discussion ne peut pas se situer sur le seul plan diplomatique. Si, dans la réalité, tel et tel pays continuent de se surarmer, ou s'ils remettent en question des traités c'est aussi parce qu'ils ont le sentiment que les autres ne les ont pas respectés. Je ne trancherai pas. Mais en somme c'est cet état de méfiance qui finit par prédominer et cela est très dommageable à la paix en général. Donc, la France est pour le respect des traités existants avec une pierre de touche fondamentale qui est le traité ABM. Voilà la position de la France sur la question précise que vous venez de me poser.\

QUESTION.- (Randa Takieddine - An-Nahar) - Monsieur le Président, lors de vos discussions sur le Proche-Orient, avez-vous eu le sentiment que l'Union soviétique était prête à rétablir ses relations diplomatiques avec Israël ?

- LE PRESIDENT.- J'ai le sentiment que l'Union soviétique adopte une démarche tout-à-fait ouverte pour obtenir une solution globale des problèmes particuliers qui se posent dans chaque région du Proche et du Moyen-Orient. Mais, comme j'accepte les demandes de parole un peu au hasard, faute d'avoir l'avantage de vous connaître individuellement, je vois que j'ai une certaine propension à tomber sur la Tchécoslovaquie ou le Liban. Ce n'est pas du tout négligeable, mais il y a beaucoup d'autres pays représentés ici. Et je suis involontairement injuste, alors je demande simplement aux représentants de ce pays, de bien vouloir laisser la place aux autres.\

QUESTION.- (La Gazette littéraire de Moscou) - Monsieur le Président ma question concerne les perspectives du développement des relations culturelles entre nos deux pays, et par conséquent, le problème qui préoccupe beaucoup l'opinion publique de notre pays, il s'agit du sort réservé à la maison de Tourgueniev et à son musée à Bougival. Est-ce que ce musée sera conservé et l'activité de ce musée va-t-elle se poursuivre ?

- LE PRESIDENT.- Je connais, j'aime et j'aimerais bien que le souvenir de Tourgueniev qui habita en France, comme on vient de le constater - la plupart d'entre nous le savaient et pour eux, c'est un grand souvenir - soit conservé. Vraiment, je dois avouer que j'ignore absolument le statut actuel de ce musée. Alors je vais demander à M. le ministre des affaires étrangères - il est plus au courant que moi - de faire un petit signe de tête. Cela m'étonnerait vraiment que la France ait l'intention de faire passer au bulldozer - enfin, je ne connais pas les plans d'urbanisme - le musée de Tourgueniev. Il y a peut-être une question de crédits, on s'en doute, il y en a toujours. A priori, j'essaierai d'utiliser ce que j'ai d'influence pour sauver Tourgueniev.\

QUESTION.- (M. Kurkouski - Agence Interpresse de Pologne) - Monsieur le Président, vous avez parlé des coopérations européennes de l'Atlantique jusqu'à l'Oural, de la nécessité d'intensification de cette coopération, je voudrais faire remarquer que dans la dernière année les rapports entre la France et la Pologne ne sont pas tout à fait corrects et fructueux dans l'année précédente. D'un autre côté je voudrais faire observer que la situation politique, économique et sociale en Pologne s'améliore et que la Pologne a commencé de prendre sa position dans la politique internationale. Quelle est votre opinion monsieur le Président sur le problème des rapports entre la Pologne et la France ?

- LE PRESIDENT.- Il n'est guère de peuple qui soit, plus que le peuple polonais, proche de la sensibilité française et si j'apprends que la situation économique, donc sociale et alimentaire en Pologne s'améliore, je m'en réjouis et je forme des vœux pour que ce peuple puisse vivre de mieux en mieux. Si vous n'avez pas observé d'amélioration sensible dans la nature des échanges politiques ou économiques entre la Pologne et la France, c'est sans doute parce que les

conditions qui ont été créées au cours de ces dernières années n'ont pas elles-mêmes suffisamment évolué aux yeux, du moins, de la France. Nous n'avons pas du tout l'intention de réserver un sort spécial à la Pologne, par rapport à l'ensemble des pays auxquels elle appartient, pour la punir de quoi que ce soit. Il existe bien des domaines dans lesquels la France coopère et affirme sa présence. Mais, je le répète, la réponse est politique et il faut que de part et d'autre des gestes soient accomplis, en tout cas davantage. Il n'y a pas d'a priori. Nous aimons la Pologne et nous avons une vieille et solide amitié avec les Polonais, nous souhaitons qu'ils vivent plus heureux qu'ils ne sont, sans vouloir pour autant nous substituer aux autorités polonaises. Je voudrais terminer en exprimant tout de même quelques opinions. D'abord sur le séjour que la délégation française vient d'effectuer à Moscou. J'y étais il y a deux ans, depuis lors j'ai reçu M. Gorbatchev à Paris. Déjà nous avons observé un progrès sensible dans la compréhension mutuelle et la volonté d'aller constamment vers une meilleure ouverture de nos relations bilatérales, en même temps qu'une meilleure approche des problèmes internationaux. Il y a encore beaucoup à faire sur le plan bilatéral, des problèmes tout-à-fait simples, concernant le commerce, les échanges, la coopération. Mais d'une rencontre à l'autre, nous observons des progrès importants et continus.

- Je ne veux pas terminer cette conférence de presse sans remercier les autorités soviétiques et particulièrement le Secrétaire général, M. Gorbatchev, pour la façon dont ils nous ont reçus, c'est-à-dire comment ils ont traité en l'occurrence la France. Il y a là pour nous, il y a là pour moi, un motif d'espérance. D'autant plus que tout a été dit, très à fond et carrément. Nous sommes les alliés de nos alliés. Nous ne faisons pas cavaliers seuls lorsqu'il s'agit d'examiner les équilibres dans le monde. Nous tenons à notre originalité et nous tenons compte du fait que nous sommes, nous, en Europe et que nous avons une connaissance historique particulière de la relation avec l'ancienne Russie comme avec l'Union soviétique. Cela fait des siècles pour considérer l'ensemble de l'histoire.

- Nous considérons que nous avons à nous inscrire dans une tradition de relations actives. D'une part solidarité avec nos alliés sur l'essentiel et d'autre part originalité dans la démarche autonome de la France, dès lors que cette démarche est conforme aux intérêts dont nous avons la charge. Tout cela me conduit à dire que nous sommes satisfaits de cette rencontre à Moscou et que nous adressons l'expression de nos remerciements pour les soins et l'hospitalité qui nous ont été réservés, en même temps que pour le contenu très approfondi des conversations.

- C'est cela qui, à nos yeux, marque les chances de l'avenir et qui nous permet de penser que, d'année en année, nous devrions approfondir, élargir, avec l'Union soviétique, non seulement les moyens de la compréhension, mais ceux de la coopération. Avant et après le voyage à Moscou, la France se trouve située sur l'échiquier international de la même façon. On n'a pas changé de case, mais le jeu sur l'échiquier peut être conduit d'une façon ou d'une autre, cela dépend de l'inspiration de celui qui tient le roi, la reine, le cheval ou le fou. Là-dessus notre diplomatie, notre politique, n'en resteront pas moins très inspirées par la façon dont l'Union soviétique a su recevoir la France.